

En attendant la crise financière internationale de 2022...



[Source : francesoir.fr]

Auteur(s): Nathalie Souvorov-Robert, pour FranceSoir

Naissance et propagation, la chute d'un système financier né à la fin des accords de Bretton Woods

50 ans après la fin officieuse des accords Bretton Woods avec la suspension de la convertibilité du dollar US en or, le système financier international apparaît menacé suite aux diverses crises traversées en ce début de XXIème siècle et à la pensée économique unique qui semble se propager au sein de l'élite occidentale.

I – La crise financière de 2008, les racines de la crise à venir

Les causes de la crise financière internationale de 2008 ont largement été masquées à la population. Derrière la faillite de Lehman Brothers et la crise des subprimes des intérêts bien moins avouables semblent avoir été dissimulés, intérêts qui ont pu en toute impunité continuer leurs activités nocives, mais ont fait également des adeptes, ce qui constitue un risque systémique majeur pour le système financier mondial quatorze ans plus tard.

II – « Quantitative easing » et gestion de la crise du Covid-19 : les remèdes pires que le mal

Les politiques monétaires et budgétaires menées ces dernières années en Occident pour faire face aux crises de ce début du XXIème siècle ont engendré d'énormes bulles spéculatives (immobilier et bourse notamment) et un endettement abyssal aussi bien privé que public.

Ces gigantesques déséquilibres ne pourront être corrigés que par une crise financière brutale sans précédent à l'échelle mondiale.

1. Les bulles spéculatives et faiblesse de la productivité

En injectant des milliards d'euros / dollars US de liquidités dans le système financier mondial sans création de valeur en face, les banquiers centraux occidentaux ont créé des bulles financières à travers le monde. Les valeurs

actuelles de nombreux actifs sont ainsi déconnectées de la réalité. De plus, si les acteurs du marché peuvent investir à coût quasi-nul aussi bien en actifs financiers qu'en actifs physiques, ils courent le risque d'acquérir des actifs qui ne rapportent rien. On a alors des équilibres non optimaux tels qu'ils ont été décrits par la théorie des jeux, où les parties ne choisissent pas les options qui sont les meilleures pour l'ensemble. D'après certains courants de pensée, cette politique de non-discrimination par les prix serait même à l'origine de la faiblesse de la productivité.

2. L'endettement privé

L'encours de dette des sociétés non financières a bondi laissant craindre un surendettement des entreprises, hausse en grande partie imputable aux Prêts Garantis par l'État en France.

Le remboursement des prêts garantis par l'État (PGE) pourrait être problématique pour nombre d'entreprises. En août 2021, 15% à 25% des entreprises ayant souscrit un PGE seraient dans l'incapacité de rembourser une annuité correspondant à 20% du montant de ce prêt. Un remboursement de la première annuité n'est toutefois pas prévu avant le printemps 2022. A fin juillet 2021, on notait déjà plus de 20 milliards de dettes restructurées depuis le début de la crise sanitaire en France (Vallourec, AccorInvest,...) sur un total de 118 milliards d'euros pour toute l'Europe et de 503 milliards d'euros dans le monde.

Un rebond des défaillances d'entreprise par effet de rattrapage est également inévitable compte tenu que les aides d'état ont permis de « maintenir à flot » des entreprises non viables. Les aides gouvernementales auraient dû se concentrer sur les entreprises prometteuses afin de traverser la crise du Covid-19 sereinement.

Aux États-Unis, selon Janet Yellen, le gonflement de la dette des entreprises les expose à un risque de « banqueroute » en cas de fort ralentissement économique.

On note également que les émissions d'obligations adossées à des prêts hypothécaires réalisées aux USA par des banques et des acteurs immobiliers ont explosé au deuxième trimestre 2021 atteignant 42 milliards de dollars, l'un des montants les plus élevés depuis la crise des subprimes.

À cet endettement des entreprises s'ajoute notamment, aux États-Unis, l'endettement des ménages et des étudiants.

3. L'endettement public

La pandémie a coûté, sur 2020 et 2021, en tout entre 170 et 200 milliards à l'État français entre les dépenses exceptionnelles et les pertes de recettes. En 2021, pour la deuxième année consécutive, le déficit de la France dépassera les 9 % du PIB, déficit qui finance malheureusement, comme dans bien des pays occidentaux, des dépenses courantes. Les taux d'endettement public des pays de l'OCDE sont extrêmement élevés en

2021 : 117 % en France, 141 % aux États-Unis, 157 % en Italie, 245 % au Japon, 72 % en Allemagne.

Les États-Unis font face à un plafond de la dette atteint et qui a été relevé in extrémis repoussant de quelques mois la crise financière historique qui pourrait résulter d'un défaut de paiement US (flambée des taux d'intérêt, chute brutale du cours des actions et autres troubles financiers à attendre).

III – Développement de la culture de la pensée unique occidentale

Du fait de l'interaction des marchés boursiers internationaux, les politiques de la Réserve Fédérale des États-Unis (FED) et de la Banque Centrale Européenne (BCE) s'alignent l'une sur l'autre répétant chacune les erreurs de l'autre. Leur indépendance et les objectifs qui leur sont fixés ne répondent pas à l'optimisation du « bien-être » des populations concernées à long terme. Les courants libéraux déstabilisés par l'épidémie du Covid-19 semblent s'être noyés dans un océan de dettes et des politiques du « quoi qu'il en coûte » à l'opposé de leur doctrine, appliquant ainsi des schémas qu'ils ne maîtrisent pas.

Conclusion

Bien que la crise financière mondiale à venir soit prévisible d'un point de vue strictement économique et financier, les banques centrales et gouvernements occidentaux refusent de voir l'évidence et préfèrent la méthode « Coué », ou pire se rêvent en « Candide » de Voltaire. Les seules issues aux jours troubles qui se préparent semblent être de bonnes connaissances des rouages macro et microéconomiques, une refonte du système financier actuel, le sang-froid, l'empathie et le courage.

Sources : Les Echos (Karl Eychenne, Nathalie Silbert, Guillaume Benoit, Anne Drif, Patrick Artus)

Auteur(s): Nathalie Souvorov-Robert, pour FranceSoir